

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 15/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SANOFI-CHIMIE

route d'Avignon
30390 ARAMON

Références :
Code AIOT : 0006600432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2023 dans l'établissement SANOFI-CHIMIE implanté route d'Avignon 30390 ARAMON. L'inspection a été annoncée le 06/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI-CHIMIE
- route d'Avignon 30390 ARAMON
- Code AIOT : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine SANOFI CHIMIE à Aramon, créée en 1963, produit près de 700 tonnes par an de principes actifs médicamenteux, essentiellement destinés à un usage pharmaceutique. La production s'effectue selon trois types de procédés : la synthèse organique, l'extraction végétale et l'hémi-synthèse, et la biochimie.

Sur les 85 hectares du site, les installations industrielles en occupent 20 et se répartissent sur une quarantaine de bâtiments. Le site est situé à 2 km d'Aramon et emploie environ 900 salariés (dont

près de 150 sous-traitants).

Le site relève des deux directives européennes suivantes :

- * Directive SEVESO (statut Seuil Haut) de par le dépassement direct des seuils des rubriques ICPE relatives au stockage et à l'emploi de substances toxiques aiguës, de produits dangereux pour l'environnement aquatique ou encore de substances ou mélanges cancérogènes spécifiques ;
- * Directive IED (émissions industrielles) de par les activités de fabrication par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, et l'élimination ou valorisation de déchets dangereux dans une installation de co incinération.

Le site fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté préfectoral du 16 janvier 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Tours aéroréfrigérantes (noté TAR dans la suite du rapport)
- Produits chimiques Reach – FdS – géréaliste

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1	/	Sans objet
6	Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. VI.	/	Sans objet
7	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.a)	/	Sans objet
8	Plan d'entretien et plan de surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.b)	/	Sans objet
9	Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.c)	/	Sans objet
11	Fréquence des analyses de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.a)	/	Sans objet
13	Laboratoire accrédité COFRAC	Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article 26. I.3.c)	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Procédure en cas de prolifération de légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.1.	/	Sans objet
18	Nettoyage préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.c)	/	Sans objet
19	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.2.	/	Sans objet
20	Rapport d'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. d)	/	Sans objet
21	Transmission analyses legio	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. e)	/	Sans objet
22	Fiche de données de sécurité / étiquetage	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite fait suite à la déclaration de dépassement en *Legionella pneumophila* (noté "légionelles" dans la suite du rapport) supérieur à 100 000 UFC/L d'octobre 2021 sur la tour aéroréfrigérante (TAR) n° 27EAR340 mise en service en 2004 pour le refroidissement des bassins biologiques suite à l'implantation du bâtiment synthèse 3. L'inspection avait informé dans un même temps en parallèle en octobre 2021 l'agence régionale de la santé de ce dépassement conformément au protocole ARS/DREAL en place.

La présente visite a permis de vérifier, par sondage, la conformité des installations TAR du site au regard de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'inspection relève une gestion de l'incident d'octobre 2021 ainsi qu'un suivi des TAR conformes aux dispositions réglementaires en vigueur et conformes aux procédures mises en place sur le site. Un complément est toutefois attendu par l'exploitant en ce qui concerne le plan de formation et le suivi des formations effectuées par le personnel Sanofi intervenant sur les TAR ainsi que sur le carnet de suivi des équipements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW (E)b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW (DC)2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (DC)</p> <p>Constats : Le site est soumis à enregistrement sous la rubrique 2921 pour une puissance thermique évacuée supérieure à 3000 kW.</p> <p>Les installations déclarées sont conformes aux constats relevés sur site à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 TAR 5900 kW - n°71EAT055 - au bâtiment 71 couplée au groupe froid pour la distribution de froid spécifique à synthèse 3 - 3 TAR 800kW * 2 et 1* 684 kW - n° 75EAC301, 75EAC302 et 75EAT0301 - au bâtiment 75 couplées au groupe froid pour la distribution de froid sur tout le site hormis synthèse 3 - 1 TAR 1600 kW - n°27EAR340 - au bâtiment 27 pour le refroidissement des bassins biologiques, mise en service en 2004 avec l'implantation de synthèse 3. <p>Nota - Il s'agit de la TAR objet du dépassement "légionelles" déclaré en octobre 2021 (cf constats suivants) et ayant déclenché la présente inspection.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 TAR 1250kW*3 - n° 80EAC40001, 80EAC4002 et 80EAC4003- au bâtiment 80 pour le refroidissement nécessaire au niveau du co-incinérateur et de l'unité back-up de traitement des COV.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de</p>

l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation

des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;

- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de

l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la

disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;

- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de

la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;

- les attestations de formation de ces personnes. [...]

Constats : Deux personnes des utilities sont désignés référents TAR. L'exploitation des TAR est confiée au personnel des utilities formé, en poste en 5*8 et 7j/7. Ce personnel assure le suivi journalier du bon fonctionnement des installations, les relevés quotidiens (conductivité et consommation d'eau) et les traitements hebdomadaires définis dans la stratégie de traitement.

Le personnel TAR est aussi chargé du suivi du contrat de maintenance établi avec le traiteur d'eau Aquaprox qui assure les visites techniques mensuelles des eaux des TAR pour le pilotage de l'installation. En ce qui concerne les prélèvements et analyses légionelles mensuelles, c'est le laboratoire EUROFINs qui en a la charge.

Le traçage des formations du personnel concerné est assuré via le "livret de formation énergie / utilities" et encadré par la procédure "exploitation des TAR". L'inspection a consulté par sondage le passeport de Monsieur X, vu en tant qu'intervenant sur les TAR, ou figurent deux visas :

- formation risque légionelle et connaissance procédure le 9/5/2011

- formation compagnonnage 12/09/14.

L'exploitant rajoute qu'une digitalisation du plan de formation est en cours d'installation sur le site d'Aramon pour un meilleur suivi sur ce volet. L'exploitant justifie par mail postérieur à la visite la réalisation de deux journées de regroupement réalisées en 2017 et 2023 sur le risque légionelle, sans toutefois en détailler le contenu.

L'exploitant n'a pas pu justifier en visite que les formations sont renouvelées périodiquement, et à minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels en charge du suivi des TAR soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Le contenu des formations n'a pas pu être justifié non plus. L'exploitant doit préciser l'organisation future qu'il compte mettre en place afin de pouvoir répondre aux exigences réglementaires imposées de formation du personnel en charge du suivi des TAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 6 : Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. VI.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masques pour aérosols biologiques, gants...) destinés à les protéger contre l'exposition : <ul style="list-style-type: none">– aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes ;– aux produits chimiques. Ces équipements sont maintenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel est formé à l'emploi de ces équipements. Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]
Constats : Ce point a été contrôlé lors de la visite sur site par sondage, pour la TAR n°27EAR340 située au niveau de la STEP. L'inspection n'a pas d'observations sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. [...]</p>
<p>Constats : Ce point a été contrôlé, par sondage, pour la TAR n°27EAR340 située au niveau de la STEP.</p> <p>La dernière actualisation de l'analyse méthodique des risques (AMR) pour la TAR n°27EAR340 (mise en service en 2004) a moins d'un an, elle date du 30/12/2022.</p> <p>L'exploitant présente l'installation, son schéma de principe et ses conditions d'aménagement. L'AMR présente l'analyse menée afin d'identifier les points critiques liés à la conception de l'installation et les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement. Les modalités de gestion des installations de refroidissement y sont intégrées.</p> <p>L'analyse d'éventuels bras morts est explicitée par l'exploitant qui a identifié une seule zone en 2020 suite à des alertes légionelles antérieures : les pompes, fonctionnant alternativement en relai l'une de l'autre d'un mois sur l'autre, et constituant une zone de réserve d'eau statique autour de la pompe qui reste à l'arrêt. Un plan d'actions a été mis en place par l'exploitant et le fonctionnement de l'installation a été modifié en conséquence.</p> <p>L'AMR a été révisée à l'occasion du remplacement des échangeurs, faisant suite au plan d'actions défini par l'exploitant suite au dépassement "légionelles" d'octobre 2021. L'inspection relève que le rapport d'incident sur ce dépassement d'octobre 2021 identifie également une action spécifique sur le suivi renforcé sur l'injection de biocide, point qui ne figure pas dans l'AMR, ni les documents de suivis de l'installation présentés par l'exploitant. Même si ce point relève d'une intervention humaine, et pas de modifications techniques de l'installation, l'exploitant est invité à compléter les documents adhoc en conséquence afin d'assurer une traçabilité du sujet. En parallèle, l'exploitant propose que la société Aquaprox complète son rapport périodique de suivi sur ce point afin de tracer clairement l'action renforcée mise en œuvre pour s'assurer d'une injection de biocide conforme à la stratégie de traitement définie en amont.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan d'entretien et plan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.b)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. [...]</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, [...] est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, [...]. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. [...]</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. [...]</p>
<p>Constats : Ce point a été contrôlé par sondage, pour la TAR n°27EAR340 située au niveau de la STEP.</p> <p>L'exploitant présente le plan d'entretien définissant la stratégie de traitement et le plan de surveillance précisant les paramètres suivis (température, pH, conductivité....), la fréquence et les actions correctives en cas de dérive. Ces documents ont été actualisés en 2022.</p> <p>La stratégie de traitement définie par l'exploitant consiste en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un traitement anti-corrosif (TCD7021) et biocide (TM6000DC) en injection automatique deux fois par semaine - un traitement choc mensuel biocide (P3OXONIA) une fois par semaine. - un nettoyage préventif annuel avec arrêt des équipements - un traitement manuel (NX1169) si dépassement "légionelles".
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Procédure d'arrêt immédiat, procédures spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.1.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ; - procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : - suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; - en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; - en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; - suite à un arrêt prolongé complet ; - suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ; - autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p> <p>Constats : L'inspection demande par sondage à l'exploitant la procédure d'arrêt immédiat de la dispersion. L'exploitant présente la procédure ARAMN-INST-00546 "exploitation TAR" datée du 10/2/21 et explicitant les opérations d'arrêt et de vidange complète de la TAR ainsi que l'arrêt immédiat pour maintenance ou en cas de légionelles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Fréquence des analyses de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des <i>Legionella pneumophila</i> est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p> <p>Constats : L'exploitant fait réaliser mensuellement par la société Eurofins les prélèvements et analyses légionelles de l'ensemble des TAR du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Laboratoire accrédité COFRAC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2003, article 26. I.3.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le laboratoire, chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » répond aux conditions suivantes : - le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ; - le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.
Constats : Le laboratoire EUROFINs est chargé du prélèvement et des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila sur le site d'Aramon. Il est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 par le Comité français d'accréditation (COFRAC) pour les activités d'analyses/essais/étalonnages en « environnement et qualité de l'eau ». Les attestations correspondantes n°1-7086 rev0 (validité du 01/02/2022 au 31/08/2023) et n°1-0903 rev18 (validité du 01/02/2022 au 31/08/2023) pour les laboratoires de Aix (13) et de Vergèze (30) ont été fournies en justificatif par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Procédure en cas de prolifération de légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. II.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Présence d'une procédure définissant les actions à mener si la concentration mesurée en Legionella pneumophila est supérieure ou égale à 100 000 UFC/L : a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées [...] et par courriel avec la mention : « Urgent & important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau ». [...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la (ou les) tour(s) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production, et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. [...]
En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.
Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;
b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]
c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ; [...]

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, c'est-à-dire la date du prélèvement dont le résultat d'analyse présente un dépassement du seuil de 100 000 UFC/L. [...] Le rapport précise et justifie l'ensemble des actions curatives et correctives mises en œuvre et programmées suite à cet incident ainsi que leur calendrier d'application. [...]

f) Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article ;

g) Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure à 100 000 UFC/L.

Si l'installation est également concernée par « le point 3.7.1.2.c », les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/L peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats : L'inspection a consulté la procédure référencée "ARAMN-PROC-00967" sur les "dispositions générales relatives à l'exploitation des TAR" qui précise les actions en cas de prolifération de légionelles.

Elle précise notamment :

- l'arrêt immédiat de la dispersion et l'information de l'inspection
- la réalisation immédiate d'un nouveau prélèvement
- la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit.

L'inspection vérifie en visite que l'exploitant a suivi cette procédure lors de l'incident de dépassement de *Legionella pneumophila* d'octobre 2021 sur la TAR n°27EAR340.

Pour mémoire, l'historique du suivi effectué suite à cet incident est le suivant :

- Par mail du 21/10/21 l'exploitant déclare un dépassement > 10 000 UFC/L sur le prélèvement du 7/10/2021 sur la TAR n°27EAR340 précisant la mise à l'arrêt immédiat de la tour, la planification du nettoyage complet et les investigations en cours. L'inspection a relayé dans la foulée l'information à l'ARS conformément au protocole ARS/DREAL.
- Par mail du 28/10/2021, le rapport d'incident a été transmis et un prélèvement a été effectué le 28/10/21 suite au redémarrage de la TAR le 26/10/21.
- Par mail du 10/11/2021, l'exploitant justifie de résultats conformes et confirme le suivi renforcé en place tous les 15 jours sur 3 mois et transmet par mail du 16/02/2022 le bilan des résultats conformes suite à ce suivi renforcé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.2.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.
Constats : L'exploitant précise que la société Igienair est missionnée annuellement pour le nettoyage de l'ensemble des TAR du site. L'inspection a consulté par sondage le rapport de nettoyage annuel réalisé par la société Igienair daté du 24/10/2022 sur la TAR n°27EAR340.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. IV.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none"> - les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ; - les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ; - les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ; - les périodes d'arrêts complets ou partiels ; - le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ; - les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ; - les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ; - les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ; - les modifications apportées aux installations. [...]
Constats : L'exploitant explicite l'organisation du suivi dématérialisé réalisé sur l'ensemble des TAR du site. On y retrouve notamment les périodes d'utilisation et modes de fonctionnement, les résultats de surveillance des rejets dans l'eau, les entretiens préventifs effectués, la quantité de produits de traitement consommés. L'exploitant est invité à compléter son suivi par la mise en place d'un tableau de suivi des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> et sur les autres paramètres de suivi, avec le détail des actions curatives et correctives mises en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Rapport d'analyse des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. d)
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle TAR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisation de la norme NF T90-431 - date et heure de prélèvement, température de l'eau - date et heure de réception de l'échantillon - date et heure de début d'analyse - nom du préleveur - référence et localisation du (des) point(s) de prélèvement - caractéristiques de l'eau : couleur, dépôt, pH, conductivité, turbidité de l'eau - nature et concentration cible pour les produits de traitement utilisés - date de la dernière injection de biocide, nature du biocide et quantité (délai d'au moins 48 heures après l'injection) <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire. [...]</p>
<p>Constats : Le rapport d'analyses d'Eurofins n°PR-21-IG-001389-01 du 21/10/2021 (avec dépassement > 100 000 UFC/L sur la TAR 27EAR340) est consulté par l'inspection. Le rapport d'analyses fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon conformément aux dispositions réglementaires et les résultats font l'objet d'une conclusion / déclaration de non conformité de la part du laboratoire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Transmission analyses legio

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26. I.3. e)
Thème(s) : Risques chroniques, Télédéclaration sur GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants.</p>
<p>Constats : Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées sous l'application GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : Fiche de données de sécurité / étiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31
Thème(s) : Produits chimiques, Biocides
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 31 du règlement N° 1907/2006</p> <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II ;</p> <p>a) lorsqu'une substance ou une préparation répond aux critères de classification comme substance ou préparation dangereuse conformément aux ou 1999/45/CE, ou</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59 (annexe XIV), paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b)</p>
<p>Constats : L'exploitant utilise dans le cadre de sa stratégie de traitement des TAR le biocide "Aquaprox TM 6000 DC". L'inspection a demandé par sondage la fiche de données de sécurité (FDS) correspondante.</p> <p>La FDS a été fournie par l'exploitant, en version informatique : elle est datée du 15/01/2020 et est au format de l'annexe II de REACH avec les 16 rubriques.</p> <p>L'étiquetage du bidon du biocide "Aquaprox TM 6000 DC" présent au niveau de la TAR 27EAR340 est constaté cohérent avec les informations précisées à la rubrique 2 de la FDS fournie.</p> <p>L'étiquetage précise l'identité et la concentration de chaque substance active, les noms et adresse de l'expéditeur, le type de formulation, le numéro de lot et la date de péremption et les utilisations pour lesquelles le produit biocide est autorisé et les instructions d'emploi (dont fréquence et dose)</p> <p>Conformément au règlement CLP, l'étiquetage comporte également les pictogrammes de dangers, les mentions d'avertissement, les composants dangereux déterminants pour l'étiquetage et les mentions de danger.</p> <p>Toutes les FDS sont accessibles aux travailleurs en version dématérialisée sur le réseau ou bien en version papier en salle POI.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet